

B. Caractéristiques des flux financiers et commerciaux entre la Suisse et les pays en développement

Gérard Perroulaz, Tanja Guggenbühl et Xavier Tschumi Canosa



Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/aspd/226>
DOI : 10.4000/aspd.226
ISSN : 1663-9669

Éditeur

Institut de hautes études internationales et du développement

Édition imprimée

Date de publication : 1 avril 2008
Pagination : 233-253
ISBN : 978-2-940415-01-4
ISSN : 1660-5934

Référence électronique

Gérard Perroulaz, Tanja Guggenbühl et Xavier Tschumi Canosa, « B. Caractéristiques des flux financiers et commerciaux entre la Suisse et les pays en développement », *Annuaire suisse de politique de développement* [En ligne], 27-1 | 2008, mis en ligne le 01 juillet 2009, consulté le 08 septembre 2020. URL : <http://journals.openedition.org/aspd/226> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/aspd.226>

B. Caractéristiques des flux financiers et commerciaux entre la Suisse et les pays en développement

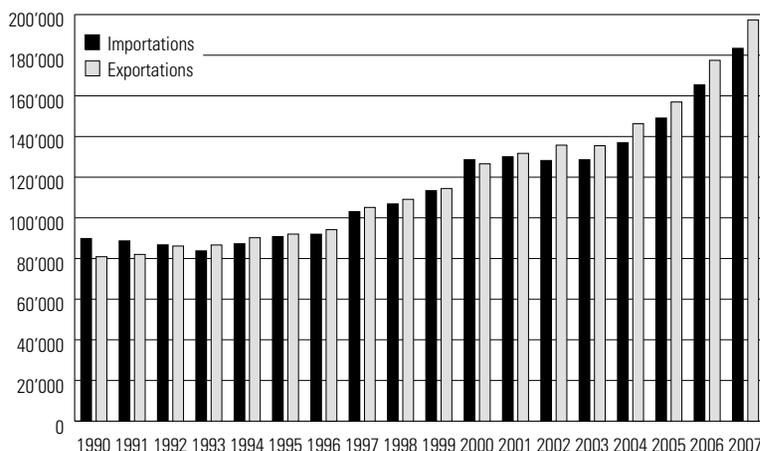
B.1. Commerce extérieur de la Suisse

B.1.1. Vue d'ensemble du commerce extérieur de la Suisse

Les activités économiques extérieures tiennent une place très importante dans l'économie de la Suisse. Un franc sur deux du produit intérieur brut provient des exportations. En 2006, les importations totales de la Suisse se sont élevées à 165,4 milliards de francs et les exportations ont atteint le chiffre record de 177,5 milliards de francs¹. En 2007, atteignant de nouveaux sommets, les importations se sont élevées à 183,4 milliards de francs et les exportations à 197,3 milliards de francs².

□ *Evolution récente du commerce extérieur de la Suisse*

Graphique B.1: Evolution du commerce extérieur de la Suisse, 1990-2007 (en millions de francs)



Source: graphique élaboré à partir du tableau « Commerce extérieur de la Suisse depuis 1980 (total 1) » de l'Administration fédérale des douanes, disponible sur <<http://www.ezv.admin.ch>> thèmes >statistique du commerce extérieur >les résultats provisoires 2007.

Remarque: commerce extérieur sans métaux précieux ni pierres gemmes et sans objets d'art ni antiquités (total 1 des statistiques des douanes). Le commerce de l'or est même totalement exclu des statistiques douanières.

¹ Sans métaux précieux ni pierres gemmes et sans objets d'art ni antiquités (total 1 des statistiques des douanes). Avec ces produits, les exportations suisses se sont élevées à 185,2 milliards de francs et les importations à 177,1 milliards de francs en 2006.

² Statistiques de l'Administration fédérale des douanes, Berne.

Le commerce extérieur de la Suisse de la Suisse a connu une très forte augmentation ces dernières années. Le graphique B.1 montre l'évolution du commerce extérieur de la Suisse depuis le début des années 1990. Les exportations ont augmenté régulièrement en passant de 80,9 milliards de francs en 1990 à 197,3 milliards en 2007. Quant aux importations, hormis un tassement de 1990 à 1993 et une baisse entre 2001 et 2003, elles ont aussi régulièrement augmenté. Les importations et les exportations se sont encore plus nettement accrues de 2003 à 2007, avec une augmentation de plus de 40 %.

L'augmentation du commerce extérieur est comparable à l'évolution du commerce mondial, en grande expansion, notamment par une mondialisation accrue. Les importations de produits énergétiques ont augmenté de 25 % en valeur entre 2005 et 2006, principalement en raison de l'augmentation des prix du pétrole.

□ *Principaux partenaires commerciaux de la Suisse*

Les 30 principaux partenaires commerciaux de la Suisse, mentionnés dans le tableau B.1, ont représenté 95,6 % des importations totales et 89,4 % des exportations totales de la Suisse en 2006. Les données sur le commerce extérieur par pays permettent de constater que la Suisse entretient des relations commerciales essentiellement avec ses pays voisins et d'autres pays industrialisés européens et d'outre-mer (Etats-Unis, Japon, Canada). En 2006, un tiers des importations suisses provenaient d'Allemagne et celle-ci a acheté plus de 20 % de toutes les exportations suisses. Le commerce avec les pays de l'Union européenne a représenté 78,6 % des importations totales et 61,6 % des exportations totales de la Suisse.

Comme le montre également le tableau B.1, en 2006 seuls 7 pays en développement figuraient parmi les 30 principaux pays fournisseurs de la Suisse et 6 pays en développement parmi les 30 principaux pays clients de la Suisse.

Tableau B.1: Les 30 principaux partenaires commerciaux de la Suisse, 2006
(en millions de francs, en pourcentage et en pourcentage cumulé)

Principaux fournisseurs				Principaux clients			
Pays ^a	Importations			Pays ^a	Exportations		
	Mio fr.	% ^b	∑ % ^c		Mio fr.	% ^b	∑ % ^c
1. Allemagne féd.	55'099.7	33.3	33.3	1. Allemagne féd.	35'827.6	20.2	20.2
2. Italie	18'426.0	11.1	44.5	2. Etats-Unis	18'255.0	10.3	30.5
3. France	17'096.7	10.3	54.8	3. Italie	15'913.8	9.0	39.4
4. Etats-Unis	8'308.4	5.0	59.8	4. France	15'224.7	8.6	48.0
5. Pays-Bas	8'267.0	5.0	64.8	5. Grande-Bretagne	8'343.1	4.7	52.7
6. Autriche	7'496.6	4.5	69.3	6. Espagne	6'880.7	3.9	56.6
7. Grande-Bretagne	6'006.0	3.6	73.0	7. Japon	6'361.0	3.6	60.2
8. Belgique	5'093.3	3.1	76.0	8. Pays-Bas	6'034.1	3.4	63.6
9. Irlande	4'613.1	2.8	78.8	9. Autriche	5'829.1	3.3	66.9
10. Espagne	4'038.4	2.4	81.3	10. Chine	3'753.0	2.1	69.0
11. Chine	3'918.6	2.4	83.6	11. Hongkong	3'562.0	2.0	71.0
12. Japon	2'614.9	1.6	85.2	12. Belgique	3'053.1	1.7	72.7
13. Suède	1'757.9	1.1	86.3	13. Canada	2'695.9	1.5	74.2
14. Libye	1'677.2	1.0	87.3	14. Turquie	2'301.9	1.3	75.5
15. Rép. tchèque	1'389.2	0.8	88.1	15. Fédération de Russie	2'224.5	1.3	76.8
16. Finlande	1'192.2	0.7	88.9	16. Inde	1'849.4	1.0	77.8
17. Danemark	1'082.2	0.7	89.5	17. Singapour	1'800.9	1.0	78.8
18. Nigeria	1'046.5	0.6	90.2	18. Suède	1'754.6	1.0	79.8
19. Canada	966.0	0.6	90.7	19. Pologne	1'740.4	1.0	80.8
20. Pologne	928.3	0.6	91.3	20. Emirats arabes unis	1'684.2	0.9	81.8
21. Hongkong	830.0	0.5	91.8	21. Corée du Sud	1'666.0	0.9	82.7
22. Hongrie	775.1	0.5	92.3	22. Australie	1'530.6	0.9	83.6
23. Brésil	775.0	0.5	92.7	23. Brésil	1'458.5	0.8	84.4
24. Corée du Sud	765.9	0.5	93.2	24. Taïwan	1'453.6	0.8	85.2
25. Fédération de Russie	749.5	0.5	93.7	25. Rép. tchèque	1'441.5	0.8	86.0
26. Thaïlande	727.4	0.4	94.1	26. Danemark	1'315.8	0.7	86.7
27. Turquie	671.1	0.4	94.5	27. Grèce	1'295.4	0.7	87.5
28. Inde	637.6	0.4	94.9	28. Mexique	1'279.3	0.7	88.2
29. Taïwan	615.5	0.4	95.3	29. Arabie saoudite	1'215.0	0.7	88.9
30. Portugal	514.2	0.3	95.6	30. Hongrie	1'006.2	0.6	89.4
Autres pays	7'330.9	4.4	100.0	Autres pays	18'723.9	10.6	100.0
Total	165'410.3		100.0	Total	177'474.8		100.0

Source: Administration fédérale des douanes, *Commerce extérieur de la Suisse. Statistiques selon les pays. Année 2006*, CD-Rom.

Remarque: commerce extérieur sans métaux précieux ni pierres gemmes et sans objets d'art ni antiquités (total 1 des statistiques des douanes). Le commerce de l'or est même totalement exclu des statistiques douanières.

^a Les pays en développement (selon la liste du CAD) sont indiqués en gras.

^b Pourcentage du pays dans le total des importations des 30 principaux partenaires commerciaux, respectivement des exportations vers ces partenaires.

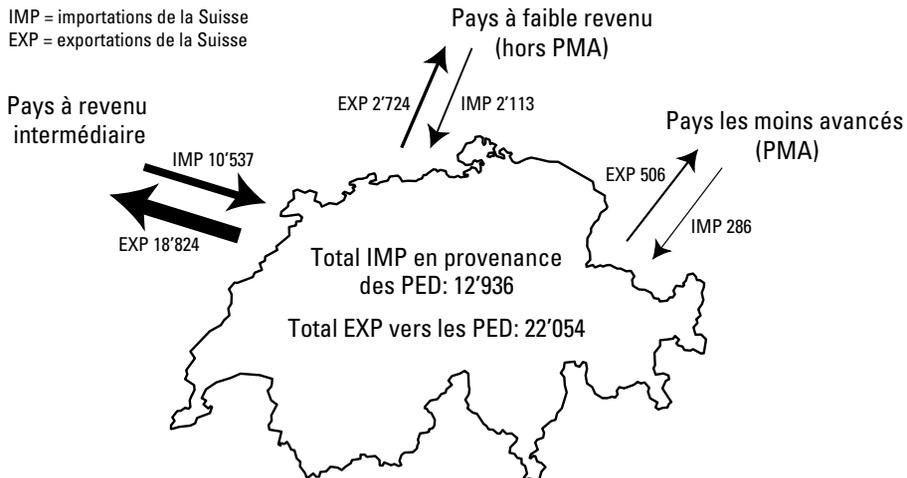
^c Pourcentage cumulé des premiers pays dans le total des importations des 30 principaux partenaires commerciaux, respectivement des exportations vers ces partenaires.

B.1.2. Commerce extérieur de la Suisse avec les pays en développement et autres pays du Sud et de l'Est

Le schéma B.1 permet de visualiser les montants du commerce extérieur avec les pays en développement en 2006. Y sont notés les flux commerciaux par catégorie de pays³, en reprenant la classification des pays selon les niveaux de revenu par habitant établie par le CAD. On constate que les exportations vers les pays en développement ont dépassé les importations provenant de ces régions. La Suisse a donc un excédent commercial avec toutes les catégories de pays, y compris les pays les moins avancés. La majeure partie du commerce extérieur avec les pays en développement concerne cependant les pays à revenus plus élevés (pays à revenu intermédiaire).

Le commerce avec l'ensemble des 50 pays les moins avancés (PMA) est faible. Les exportations vers ces pays, d'un montant de 505,6 millions de francs en 2006, n'ont représenté que 0,29 % des exportations totales de la Suisse. Avec des importations de 286 millions de francs la même année en provenance de ces pays, les PMA n'ont représenté que 0,17 % des importations totales de la Suisse. En 2006 toujours, les exportations vers les autres pays à faible revenu (hors PMA) se sont élevées à 2,7 milliards de francs et les importations en provenance de ces pays à 2,1 milliards de francs. L'excédent commercial avec cette catégorie de pays a ainsi atteint 611 000 francs et l'excédent commercial avec les pays à revenu intermédiaire 8,3 milliards de francs.

Schéma B.1: Vue d'ensemble du commerce extérieur de la Suisse avec les pays en développement (PED), par catégorie de revenu des pays, 2006 (en millions de francs)



Sources : Richard Gerster, *Aus Fehlern lernen? Die Schweiz und die Dritte Welt*, Zürich, Edition Ex Libris, 1987, p. 65. Administration fédérale des douanes, *Commerce extérieur de la Suisse. Statistiques selon les pays. Année 2006*, CD-Rom.

³ Les données détaillées par pays se trouvent dans le chapitre A de cette partie « Statistiques ».

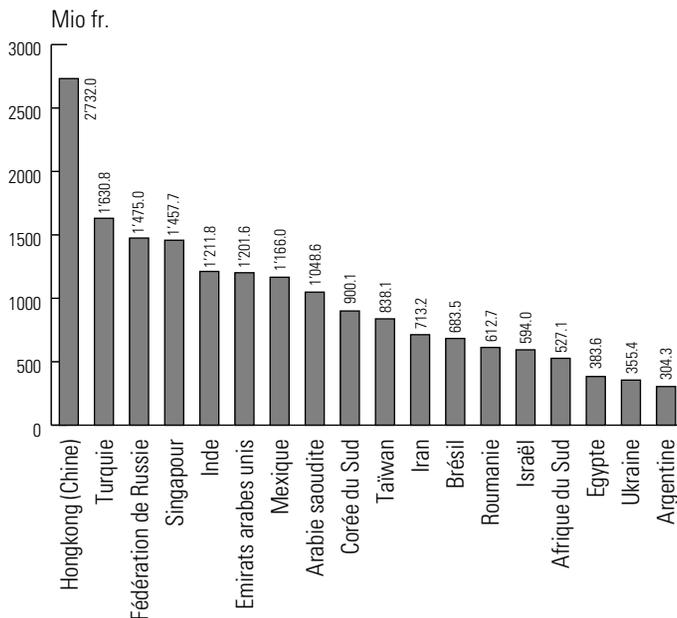
□ Excédents commerciaux

Depuis plusieurs années, la balance commerciale est dans l'ensemble excédentaire avec les pays de l'Est, les pays en développement et les pays émergents, mais largement déficitaire avec les pays de l'Union européenne (déficit de plus de 24 milliards de francs en 2006). En d'autres termes, la Suisse exporte généralement plus vers les pays émergents, de l'Est ou en développement qu'elle n'importe de ces pays. Ceux-ci sont donc des marchés intéressants pour les exportateurs suisses.

Globalement, l'excédent commercial avec les pays en développement a atteint 9,1 milliards de francs en 2006. Avec les pays d'Asie, d'Afrique et d'Amérique latine qui ne sont plus dans la liste des pays en développement – les économies les plus avancées –, cet excédent s'élève même à plus de 10 milliards de francs.

Le graphique B.2 montre, parmi les pays en développement et autres pays du Sud et de l'Est, ceux avec lesquels l'excédent commercial de la Suisse est le plus important. L'excédent commercial avec Hongkong dépasse 2,7 milliards de francs; il dépasse le milliard de francs avec la Turquie, la Russie, Singapour, l'Inde, les Emirats arabes unis, le Mexique et l'Arabie saoudite. Il est intéressant de relever que la Suisse a un excédent commercial important avec plusieurs pays considérés souvent comme de grands concurrents pour la place économique suisse et pour les emplois en Suisse (en raison notamment des risques de délocalisation d'emplois vers ces pays).

Graphique B.2: Pays en développement (selon la classification du CAD) et autres pays du Sud ou de l'Est avec lesquels l'excédent commercial de la Suisse est le plus important, 2006 (en millions de francs)



Source: Administration fédérale des douanes, <<http://www.ezv.admin.ch>> thèmes >statistique du commerce extérieur >pays, puis >commerce extérieur par régions économiques et >continents.

Tableau B.2: Les 30 principaux pays en développement^a partenaires commerciaux de la Suisse, 2006 (en millions de francs, en pourcentage et en pourcentage cumulé)

Principaux fournisseurs				Principaux clients			
Pays ^a	Importations			Pays ^a	Exportations		
	Mio fr.	% ^b	Σ% ^c		Mio fr.	% ^b	Σ% ^c
1. Chine	3'918.6	30.3	30.3	1. Chine	3'753.0	17.0	17.0
2. Libye	1'677.2	13.0	43.3	2. Turquie	2'301.9	10.4	27.5
3. Nigeria	1'046.5	8.1	51.3	3. Inde	1'849.4	8.4	35.8
4. Brésil	775.0	6.0	57.3	4. Brésil	1'458.5	6.6	42.5
5. Thaïlande	727.4	5.6	63.0	5. Mexique	1'279.3	5.8	48.3
6. Turquie	671.1	5.2	68.2	6. Arabie saoudite	1'215.0	5.5	53.8
7. Inde	637.6	4.9	73.1	7. Thaïlande	939.9	4.3	58.0
8. Kazakhstan	419.6	3.2	76.3	8. Iran	747.7	3.4	61.4
9. Malaisie	245.3	1.9	78.2	9. Afrique du Sud	727.4	3.3	64.7
10. Vietnam	224.2	1.7	80.0	10. Malaisie	513.7	2.3	67.0
11. Afrique du Sud	200.3	1.5	81.5	11. Ukraine	423.3	1.9	69.0
12. Maroc	169.0	1.3	82.8	12. Egypte	416.4	1.9	70.9
13. Arabie saoudite	166.4	1.3	84.1	13. Argentine	361.9	1.6	72.5
14. Indonésie	150.2	1.2	85.3	14. Pakistan	327.4	1.5	74.0
15. Liban	140.4	1.1	86.3	15. Indonésie	325.9	1.5	75.5
16. Algérie	128.2	1.0	87.3	16. Maroc	280.2	1.3	76.7
17. Mexique	113.2	0.9	88.2	17. Croatie	271.2	1.2	78.0
18. Bangladesh	108.2	0.8	89.0	18. Liban	253.8	1.2	79.1
19. Philippines	76.8	0.6	89.6	19. Algérie	248.0	1.1	80.2
20. Equateur	75.7	0.6	90.2	20. Libye	239.4	1.1	81.3
21. Colombie	72.9	0.6	90.8	21. Venezuela	233.6	1.1	82.4
22. Costa Rica	68.5	0.5	91.3	22. Colombie	229.4	1.0	83.4
23. Ukraine	67.9	0.5	91.8	23. Kazakhstan	217.5	1.0	84.4
24. Croatie	66.7	0.5	92.4	24. Philippines	216.9	1.0	85.4
25. Pakistan	65.9	0.5	92.9	25. Panama	201.4	0.9	86.3
26. Chili	62.5	0.5	93.3	26. Chili	196.2	0.9	87.2
27. Argentine	57.6	0.4	93.8	27. Nigeria	191.1	0.9	88.1
28. Ghana	50.5	0.4	94.2	28. Serbie	187.3	0.8	88.9
29. Sri Lanka	50.5	0.4	94.6	29. Jordanie	183.3	0.8	89.7
30. Azerbaïdjan	43.5	0.3	94.9	30. Vietnam	140.4	0.6	90.4
Autres pays en développement	658.6	5.1	100.0	Autres pays en développement	2'123.0	9.6	100.0
Total	12'935.8		100.0	Total	22'053.5		100.0

Source: Administration fédérale des douanes, *Commerce extérieur de la Suisse. Statistiques selon les pays. Année 2006*, CD-Rom.

Remarque: commerce extérieur sans métaux précieux ni pierres gemmes et sans objets d'art ni antiquités (total 1 des statistiques des douanes). Le commerce de l'or est même totalement exclu des statistiques douanières.

^a Pays en développement selon la liste du CAD.

^b Pourcentage du pays dans le total des importations des pays en développement, respectivement des exportations vers ces pays.

^c Pourcentage cumulé des premiers pays dans le total des importations des pays en développement, respectivement des exportations vers ces pays.

Des tableaux et graphiques complémentaires figurent sur le site Internet de l'*Annuaire suisse de politique de développement*: <<http://graduateinstitute.ch/development/publications/aspd.html>>.

Le tableau B.2 montre les 30 principaux pays en développement partenaires commerciaux de la Suisse. En 2006, la Suisse a exporté au total des marchandises vers les pays en développement pour un montant de 22,1 milliards de francs et importé

des produits en provenance de ces pays pour un montant total de 12,9 milliards de francs. L'excédent commercial avec ce groupe de pays s'est donc élevé à 9,1 milliards de francs. Une partie de la prospérité de la Suisse dépend donc des exportations vers les pays en développement. La relative faiblesse des importations en provenance de certains pays en développement montre le potentiel, pour le développement de ces pays partenaires, de l'amélioration de l'accès de certains produits agricoles et industriels aux marchés suisses. Une diminution des barrières tarifaires et non tarifaires à l'importation en provenance de ces pays pourrait améliorer cet accès, et des initiatives telles que le Programme Suisse pour la promotion des importations (SIPPO) cherche à aider les pays en développement à mieux utiliser les potentiels d'exportation vers la Suisse.

B.2. Investissements directs à l'étranger et placements bancaires

B.2.1. Investissements directs à l'étranger

Par leur stabilité et leur finalité favorisant le transfert de technologie et la création d'emploi, les investissements directs à l'étranger se distinguent des investissements de portefeuille, plus volatils. Du point de vue du développement, les sommes investies à ce titre dans les pays bénéficiaires de l'APD ont une certaine importance car «celui qui effectue un investissement direct veut influencer directement et durablement sur l'activité d'une entreprise à l'étranger»⁴.

□ Flux d'investissements directs à l'étranger en 2006

Les investissements directs à l'étranger ont atteint le montant record de 87,6 milliards de francs en 2006 (64 milliards en 2005)⁵. Le précédent record, atteint en 2000, s'élevait à 75 milliards de francs. La forte augmentation de 2005 à 2006 s'explique surtout par la forte croissance de l'économie mondiale et les liquidités élevées détenues par les entreprises.

La majeure partie des investissements se dirige vers les pays de l'Union européenne (28,6 milliards de francs) et l'Amérique du Nord (23,3 milliards). Les investissements à destination des pays en développement sont estimés à 12,5 milliards de francs, dont 37 millions de francs vers les PMA⁶. Les flux d'investissements à destination de l'Afrique se sont élevés à 797 millions de

⁴ Banque nationale suisse (BNS), *Evolution des investissements directs en 2006*, Zurich, BNS, décembre 2007, p. 16.

⁵ Source: *ibid.*, tableau 1.1, «Investissements directs suisses à l'étranger. Répartition par pays des exportations de capitaux», pp. A2-A3. Une mise en garde s'impose: les données par pays publiées au chapitre A de cette partie «Statistiques» (source: Service statistique de la DDC, sur la base des informations fragmentaires fournies par la BNS pour certains pays) ne correspondent pas aux données plus à jour et plus complètes qui paraissent en décembre 2007 dans la publication de la Banque nationale suisse.

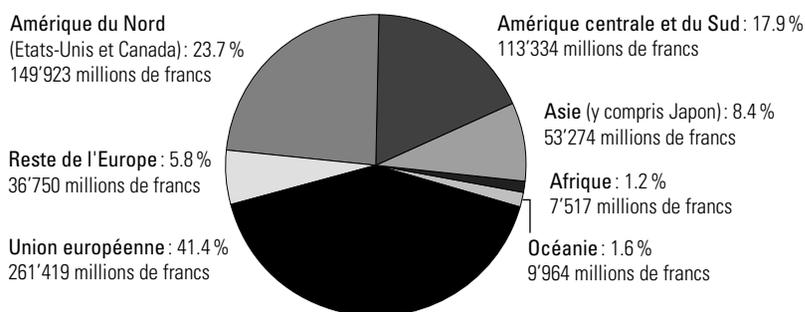
⁶ Une mise en garde s'impose lorsque l'on analyse les statistiques de la BNS sur les investissements. La classification des pays par la BNS est très différente de celle établie par le CAD: dans les statistiques de la BNS, les pays en développement qui se trouvent dans la liste du CAD peuvent se retrouver classés dans le reste de l'Europe (Turquie et Ukraine); en outre, les classements par continent de la BNS pour l'Amérique latine, l'Asie et l'Afrique comprennent des pays de la liste du CAD des pays en développement, mais aussi d'autres pays plus développés ne figurant pas dans cette liste, tels certains centres financiers offshore ou des pays industrialisés d'outre-mer (Japon). Pour les investissements directs à l'étranger selon la liste du CAD, voir le tableau du chapitre A de cette partie «Statistiques».

francs, dont 427 millions vers l’Afrique du Sud et 160 millions vers l’Egypte⁷. Les investissements dans les centres financiers offshore extra-européens⁸ se sont élevés à 16,2 milliards de francs et ceux vers Singapour à 4,4 milliards de francs en 2006. Les filiales concernées dans ces pays jouent souvent le rôle de plaques tournantes pour des investissements dans des pays tiers (rôle de holding).

□ Stocks d’investissements directs à l’étranger à la fin de 2006

Le graphique B.3 montre la répartition régionale, à la fin de 2006, du stock d’investissements directs à l’étranger émanant de la Suisse. Ce stock dépassait 632 milliards de francs, dont plus de 41 % se situaient dans l’Union européenne. L’Amérique du Nord a accueilli 23,7 % de ce montant et l’Amérique centrale et du Sud près de 20 %. Viennent ensuite l’Asie avec 8,4 % des investissements directs à l’étranger, le reste des pays européens avec 5,8 % et l’Océanie avec 1,6 %. Le stock des investissements suisses sur le continent africain s’élevait à 7,5 milliards de francs (soit 1,2 % du stock total), dont près de 5 milliards en Afrique du Sud, 510 millions en Egypte et 337 millions au Maroc⁹.

Graphique B.3: Répartition des stocks d’investissements directs à l’étranger par région, au 31 décembre 2006 (en millions de francs et en pourcentage)



Total pour le monde : 632'181 millions de francs

Source : Banque nationale suisse, *Evolution des investissements directs en 2006*, Zurich, BNS, décembre 2007, tableau 1.2., « Investissements directs suisses à l’étranger. Répartition par pays de l’état à la fin de l’année », pp. A4-A5.

□ Evolution des stocks d’investissements pour une sélection de pays

Les graphiques B.4 et B.5 se focalisent sur les principaux stocks d’investissements directs émanant de la Suisse respectivement dans les pays bénéficiaires de l’APD et dans une sélection d’autres pays du Sud et de l’Est, cela à quatre années d’intervalle (fin 2002 et fin 2006). Ce qui frappe d’emblée, c’est l’im-

⁷ Source : BNS, *op. cit.*, tableau 1.1, « Investissements directs suisses à l’étranger. Répartition par pays des exportations de capitaux », pp. A2-A3.

⁸ *Iles Vierges des Etats-Unis*, Anguilla, Antigua-et-Barbuda, Bahamas, Barbade, Belize, Bermudes, îles Vierges britanniques, Dominique, Grenade, Jamaïque, îles Caïmans, Montserrat, Antilles néerlandaises, Panama, Saint-Kitts-et-Nevis, Sainte-Lucie, Saint-Vincent-et-les-Grenadines, îles Turks et Caïques (en italique : pays qui ne font pas partie de la Liste des pays bénéficiaires d’APD établie par le CAD).

⁹ Source : BNS, *op. cit.*, tableau 1.2., « Investissements directs suisses à l’étranger. Répartition par pays de l’état à la fin de l’année », pp. A4-A5.

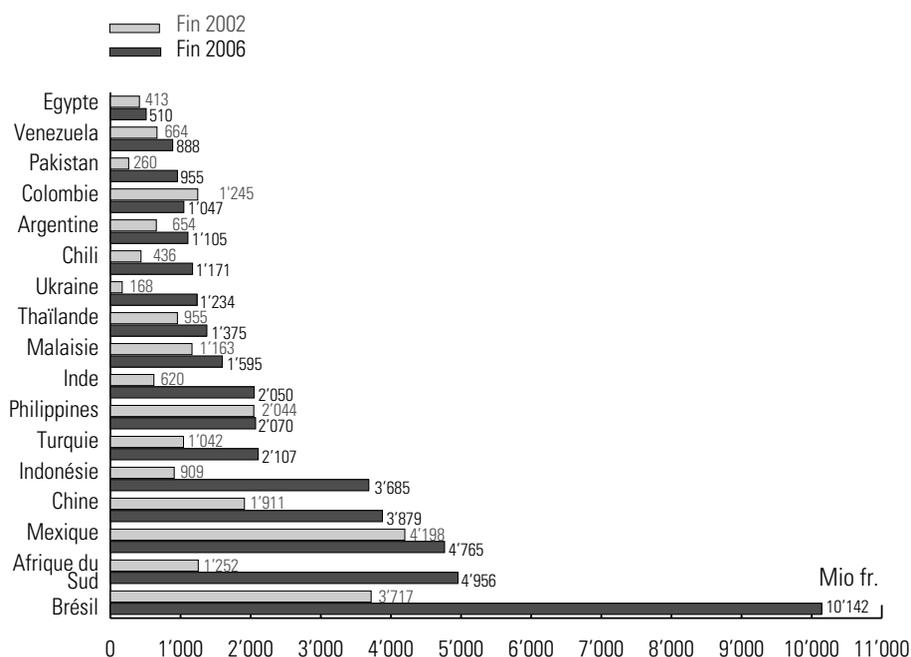
portance du montant des investissements directs à l'étranger dans les centres financiers offshore¹⁰ des Caraïbes, tant fin 2002 que fin 2006, avec une progression de 44,8 milliards de francs entre ces deux dates (graphique B.5).

Le stock total des investissements dans les pays en développement mentionnés dans le graphique B.4 s'élève à 43,5 milliards de francs en 2006 (sur un total des stocks d'investissements à l'étranger atteignant 632 milliards de francs). Il faut relever que la majorité des pays en développement restent à l'écart des investissements directs de la Suisse; en effet, les statistiques de la BNS ne mentionnent que 17 pays en développement avec un stock d'investissements de plus de 500 millions de francs. A la fin de 2006, les pays en développement où les stocks d'investissements suisses étaient les plus élevés étaient le Brésil (10,1 milliards de francs), l'Afrique du Sud (près de 5 milliards) et le Mexique (4,8 milliards).

Quant à l'évolution des montants entre fin 2002 et fin 2006, le stock des investissements suisses a septuplé en Ukraine, quadruplé en Afrique du Sud et en Indonésie, plus que triplé en Inde et au Pakistan, et plus que doublé au Brésil, au Chili, en Chine et en Turquie. D'autres pays ont par contre vu le stock des investissements directs de la Suisse s'abaisser entre fin 2002 et fin 2006, notamment la Colombie (diminution de 16%).

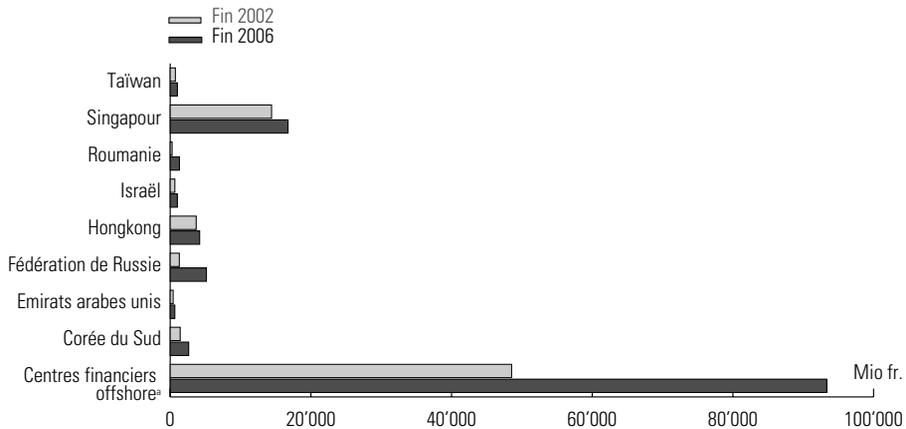
Graphiques B.4 et B.5: Principaux pays ou régions de destination des investissements directs suisses, stock fin 2002 et fin 2006 (en millions de francs)

Graphique B.4: Pays bénéficiaires de l'APD selon la liste du CAD



¹⁰ Parmi les pays ou territoires qui composent l'agrégat de centres financiers offshore retenu par la Banque nationale suisse, certains ne sont pas (ou plus) compris dans la *Liste des bénéficiaires d'APD établie par le CAD* pour les montants à partir de 2005: ce sont les îles Vierges des Etats-Unis, les Bahamas, les Bermudes, les îles Vierges britanniques, les îles Caïmans et les Antilles néerlandaises.

Graphique B.5: Autres pays du Sud ou de l'Est



^a Selon la classification de la BNS, les centres financiers offshore comprennent des pays en développement et d'autres pays ne faisant pas partie de la *Liste des pays bénéficiaires d'APD établie par le CAD*: îles Vierges des États-Unis, Anguilla, Antigua-et-Barbuda, Bahamas, Barbade, Belize, Bermudes, îles Vierges britanniques, Dominique, Grenade, Jamaïque, îles Caïmans, Montserrat, Antilles néerlandaises, Panama, Saint-Kitts-et-Nevis, Sainte-Lucie, Saint-Vincent-et-les-Grenadines, îles Turks et Caïques.

Source des graphiques B.4 et B.5: Banque nationale suisse, *Evolution des investissements directs en 2006*, Zurich, BNS, décembre 2007, tableau 1.2., «Investissements directs suisses à l'étranger. Répartition par pays de l'état à la fin de l'année», pp. A4-A5.

B.2.2. Placements dans les banques suisses

La place financière suisse a une grande importance économique. Le secteur bancaire emploie près de 128 000 employés¹¹. Selon les estimations du Département fédéral des finances, les impôts sur le revenu et sur les entreprises versés par le secteur financier (banques et assurances) s'élèveraient à 10 % au moins du total des recettes fiscales en Suisse¹². Selon la Fondation Genève Place financière, qui se base sur les statistiques de la Banque nationale suisse¹³, le montant total des dépôts de la clientèle dans les établissements bancaires suisses était estimé en novembre 2007 à 5341 milliards de francs (4577 milliards de francs en mai 2006), dont 59,6 % provenaient de clients étrangers (clients institutionnels: 35,5 %, entreprises: 4,3 %, particuliers: 19,8 %).

Les statistiques de la Banque nationale suisse distinguent les opérations que les banques réalisent pour leur propre compte et à leurs propres risques (celles qui sont inscrites à leur bilan) des transactions effectuées pour le compte et aux risques de leurs clients (opérations fiduciaires). Les données sur la place financière ne sont pas complètes, car les publications de la BNS dans ce domaine ne prennent en compte que les chiffres émanant d'une centaine de banques établies

¹¹ BNS, *Les banques suisses. 2006*, Zurich, BNS, juin 2007, tableau 51, p. A191.

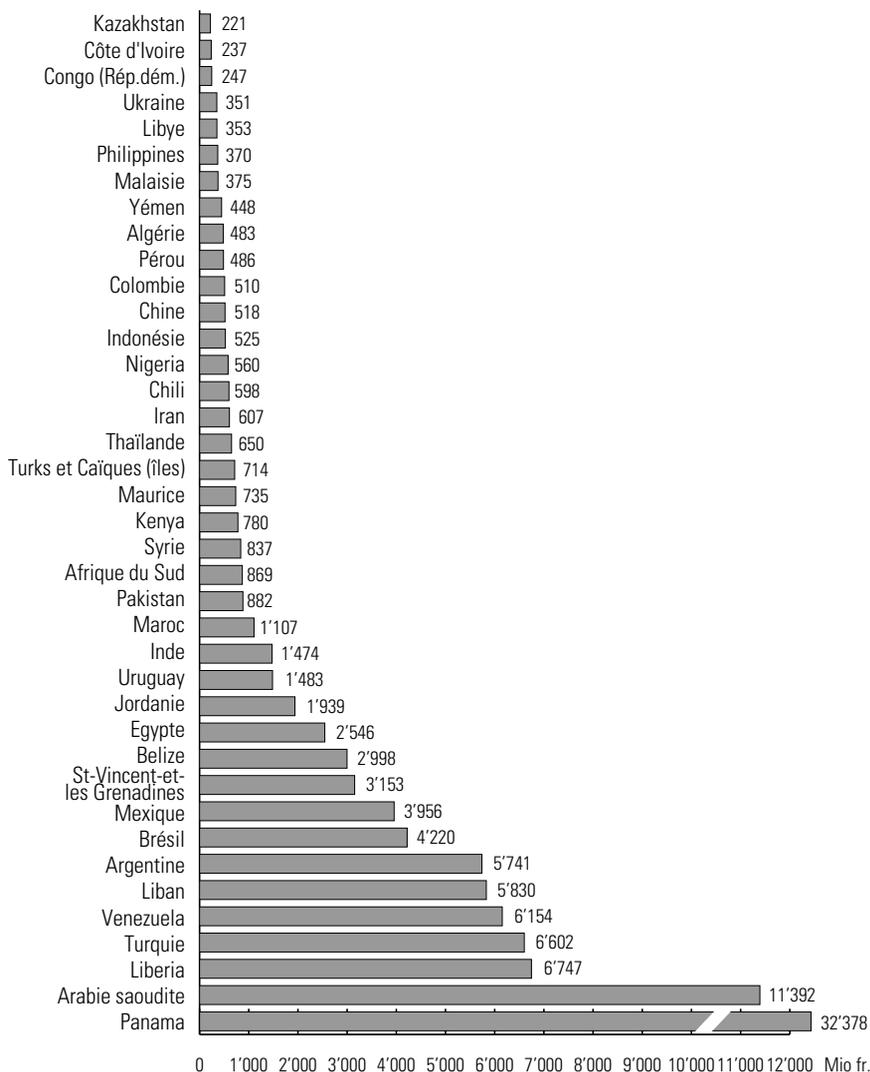
¹² Département fédéral des finances, *Chiffres-clés relatifs à la place financière suisse*, Berne, DFF, août 2007.

¹³ Genève Place financière, graphique «Stocks de titres dans les dépôts de la clientèle auprès des banques en Suisse», <http://www.geneve-finance.ch/fr/place_fin/place_fin_ch/faits_chiffres_ch> (consultation: 8 avril 2008). BNS, *Bulletin mensuel de statistiques économiques*, Zurich, BNS, novembre 2007.

en Suisse (95 banques en 2006) et excluent de fait les montants du secteur parabancaire et les fonds gérés par les gestionnaires privés de fortune.

Selon les chiffres publiés par la BNS, les dépôts auprès des banques en Suisse en provenance de pays en développement, de pays émergents ou de places financières offshore sont généralement beaucoup plus importants que les avoirs des banques suisses dans ces pays. En d'autres termes, la place financière suisse absorbe bien plus de capitaux africains, asiatiques et latino-américains qu'elle n'en fournit à ces pays.

Graphique B.6: Engagements nets à titre fiduciaires des banques établies en Suisse, fonds en provenance des pays en développement, au 31 décembre 2006 (en millions de francs)



Source: Banque nationale suisse, *Les banques suisses. 2006*, Zurich, BNS, juin 2007, tableau 38, « Opérations fiduciaires. Répartition géographique », pp. A132-A137.

Le graphique B.6 montre les placements fiduciaires nets, à la fin de 2006, dans les 95 banques recensées par la statistique de la Banque nationale suisse, en provenance des pays bénéficiaires d'APD. Parmi ceux-ci figurent un certain nombre de centres financiers offshore, dont le Panama en tête avec près de 32,4 milliards de francs placés à titre fiduciaire en Suisse. Y figurent également des pays qui sont pourtant dans la liste des pays les moins avancés, dont le Libéria (6,7 milliards de francs), le Yémen (448 millions), la République démocratique du Congo (247 millions) et l'Angola (101 millions). On trouve aussi dans la liste d'autres pays à faible revenu, comme le Pakistan (882 millions), le Kenya (780 millions), le Nigeria (560 millions) et le Kazakhstan (221 millions de francs). Moins étonnants, les engagements nets à titre fiduciaire de pays riches en ressources naturelles (pétrole notamment), avec par exemple l'Arabie saoudite (11,4 milliards de francs).

Des données, tableaux et commentaires complémentaires sur les flux financiers à destination des pays en développement, les investissements directs à l'étranger et les placements bancaires se trouvent sur le site Internet de l'*Annuaire suisse de politique de développement*: <<http://graduateinstitute.ch/development/publications/aspd.html>>.

B.3. Aide publique au développement

B.3.1. APD fournie par les pays membres du Comité d'aide au développement de l'OCDE

Le tableau B.3 offre une vue d'ensemble de l'aide publique au développement (APD) des pays membres du Comité d'aide au développement (CAD) et met en évidence une baisse de cette APD entre 2005 et 2006. Les apports totaux d'aide publique ont passé de 107,1 milliards de dollars en 2005 à 104,4 milliards de dollars en 2006. Cette baisse de 4,5 % de l'APD est largement expliquée par de moindres montants d'allègements de dette, qui avaient atteint des niveaux records en 2005. Cependant, même sans ces allègements de dette, l'APD réelle a diminué de 0,8 %, malgré les engagements du G-8 en 2005 et du Sommet du Millénaire +5 à augmenter l'aide de 50 milliards en termes réels de 2004 à 2010 et à doubler l'aide à l'Afrique.

L'APD est composée, selon la définition de l'OCDE, de l'ensemble des flux financiers qui

- proviennent du secteur public (en Suisse: Confédération, cantons et communes);
- ont pour but essentiel de faciliter le développement économique et social des pays destinataires;
- sont accordés à des conditions de faveur (dons ou prêts à taux bonifiés);
- sont destinés à des pays ou territoires en développement ainsi qu'à des organismes multilatéraux figurant dans la liste établie par l'OCDE. Dès 2006, la liste du CAD comprend les pays dont le revenu national par habitant était inférieur à 10065 dollars en 2004. Le CAD ne calcule plus l'agrégat séparé d'aide publique (AP), qui, de 1993 à 2004, avait concerné les pays en transition (pays de l'Europe de l'Est et pays en développement dits avancés).

L'APD versée par les pays du CAD en pourcentage du revenu national brut (RNB) s'est élevée à 0,46 en 2006 (contre 0,47 en 2005). Seuls 5 pays ont atteint ou dépassé l'objectif de 0,7 % du RNB fixé par les Nations unies : le Danemark, le Luxembourg, la Norvège, les Pays-Bas et la Suède.

Tableau B.3: Aide publique au développement des pays du CAD, par pays, et évolution de 2005 à 2006 (en millions de dollars et en pourcentage du RNB)

Pays	APD (en millions de dollars)		APD (en % du RNB) ^a		Variation réelle ^b de 2005 à 2006	Variation réelle sans les allègements de dette
	2005	2006	2005	2006		
Allemagne	10'082	10'435	0.36	0.36	1.7	14.2
Australie	1'680	2'123	0.25	0.30	22.5	7.8
Autriche	1'573	1'498	0.52	0.47	-6.9	8.3
Belgique	1'963	1'978	0.53	0.50	-2.2	2.9
Canada	3'756	3'684	0.34	0.29	-9.9	-4.7
Danemark	2'109	2'236	0.81	0.80	3.0	-0.8
Espagne	3'018	3'814	0.27	0.32	20.7	31.5
Etats-Unis	27'935	23'532	0.23	0.18	-18.2	-10.6
Finlande	902	834	0.46	0.40	-9.0	9.2
France	10'026	10'601	0.47	0.47	2.9	2.3
Grèce	384	424	0.17	0.17	5.9	5.9
Irlande	719	1'022	0.42	0.54	36.9	37.0
Italie	5'091	3'641	0.39	0.20	-30.6	-42.0
Japon	13'147	11'187	0.28	0.25	-9.1	-8.9
Luxembourg	256	291	0.82	0.89	4.8	4.8
Norvège	2'786	2'954	0.94	0.89	-1.9	-2.6
Nouvelle-Zélande	274	259	0.27	0.27	0.5	0.6
Pays-Bas	5'115	5'452	0.82	0.81	4.2	4.9
Portugal	377	396	0.21	0.21	2.0	2.8
Royaume-Uni	10'772	12'459	0.47	0.51	11.7	19.5
Suède	3'362	3'955	0.94	1.02	14.7	7.9
Suisse	1'772	1'646	0.44	0.39	-7.4	-0.3
Total CAD	107'099	104'421	0.33	0.31	-4.5	-0.8
Performance moyenne pays du CAD			0.47	0.46		
Pays de l'UE	55'750	59'035	0.44	0.43	2.9	6.7
Pays du G-7	80'809	75'539	0.30	0.27	-8.0	-4.1
Pays non membres du G-7	26'290	28'882	0.50	0.51	6.3	7.5
Pays non membres du CAD ^c	3'905	5'172				

Source : CAD, annexe statistique du rapport annuel *Coopération pour le développement*, tableau 1, décembre 2007.

^a Les pays qui dépassent l'objectif, fixé par les Nations unies, de 0,7 % de leur RNB sont indiqués en gras.

^b Variation réelle de l'APD : compte tenu de l'inflation et des fluctuations des taux de change.

^c Le CAD recense l'aide des pays de l'OCDE non membres du CAD (Corée, Hongrie, Islande, Pologne, République slovaque, République tchèque, Turquie) et d'autres pays donateurs (Israël, Taïpei chinois, Thaïlande et autres). Le tableau 33 de l'annexe statistique du rapport *Coopération pour le développement* mentionne des données partielles de l'APD par pays non membres du CAD. Mais ces données sont incomplètes puisque plusieurs pays non membres de l'OCDE ne fournissent pas de données chiffrées sur leurs montants d'aide.

B.3.2. Volume de l'aide publique au développement versée par la Suisse

De manière assez comparable à l'évolution observée pour l'ensemble des pays du CAD, l'APD versée par la Suisse a baissé de plus de 6,5 % entre 2005 et 2006, en passant de 2207,2 millions à 2063 millions de francs. Cette diminution est due essentiellement au montant inférieur en 2006 des remises de dette.

En pourcentage du RNB, l'APD a ainsi passé de 0,44 % à 0,39 % de 2005 à 2006 (voir graphique B.8); rappelons qu'elle avait régulièrement augmenté jusqu'en 1990, pour se stabiliser autour de 0,34 % pendant les années 90 et augmenter entre 2002 et 2005. L'APD ne représente en 2006 que 1,46 % des dépenses publiques totales.

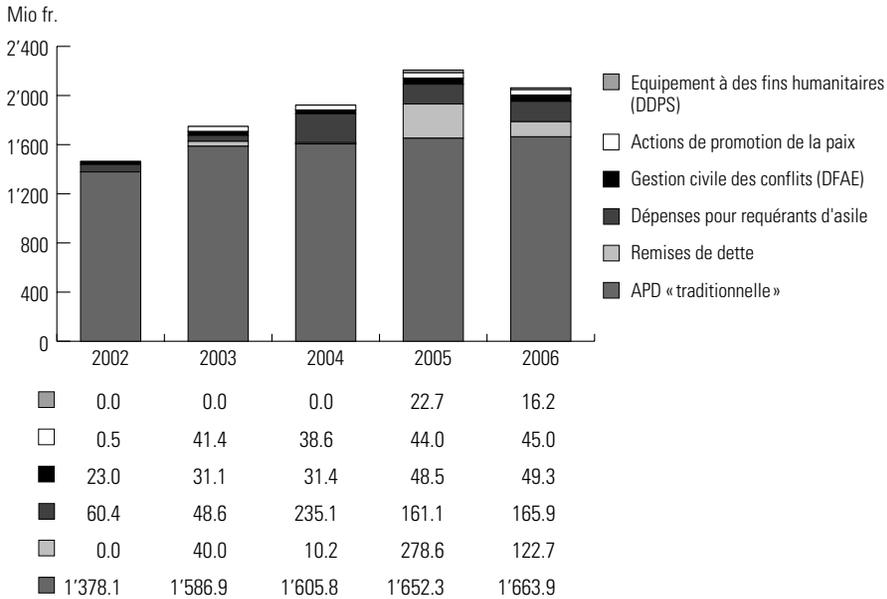
□ *Evolution récente de l'aide publique versée par la Suisse*

Le graphique B.7 montre qu'une grande partie de l'augmentation récente de l'APD versée par la Suisse est due à la comptabilisation de nouveaux éléments dans l'agrégat d'APD.

L'augmentation de l'aide bilatérale et multilatérale «traditionnelle» est réelle, mais bien faible si on la compare aux éléments qui ont été peu à peu ajoutés dans l'agrégat d'APD. De 2002 à 2006, l'APD versée par la Suisse a augmenté de 41,1 % mais, si l'on ne tient pas compte des éléments ajoutés dans l'agrégat statistique de l'APD, elle n'a augmenté que de 20,7 %. La raison principale de l'accroissement important de l'APD suisse réside dans une nouvelle comptabilisation de l'APD, décidée au niveau du Conseil fédéral :

- jusqu'en 2003, la Suisse ne notifiait que les frais de séjour de la première année des réfugiés reconnus. Depuis 2004, elle comptabilise dans l'APD les dépenses liées à la présence de tous les requérants d'asile en provenance de pays en développement durant la première année de leur séjour en Suisse, soit 165,9 millions de francs en 2006 ;
- dès 2003, l'APD de la Suisse comprend les remises de dette bilatérale à leur valeur nominale. A la suite des décisions du Club de Paris, la Suisse a signé d'importantes remises de dette envers l'Irak et le Nigeria. Ces allègements ne constituent pas une dépense réelle et n'ont pas d'incidence sur le budget de la Confédération. En 2005, les principaux allègements concernaient l'Irak, le Nigeria et la République démocratique du Congo (respectivement 202 millions, 62 et 14,5 millions de francs inclus dans l'APD). En 2006, ils concernent le Nigeria (63,9 millions de francs) ainsi que la Serbie et le Monténégro (58,8 millions de francs) ;
- depuis 2005, les dons de matériel de surplus de l'armée suisse sont aussi inclus dans l'APD, pour 50 % de leur valeur, ce qui a représenté un montant de 16,2 millions de francs en 2006 ;
- élément moins controversé, une plus grande partie des actions de promotion de la paix et de gestion civile des conflits, menées respectivement par le Département de la défense, de la protection de la population et des sports (DDPS, 45 millions de francs en 2006) et par le Département fédéral des affaires étrangères (DFAE, 49,3 millions de francs en 2006) sont comptabilisées dans l'APD depuis 2003.

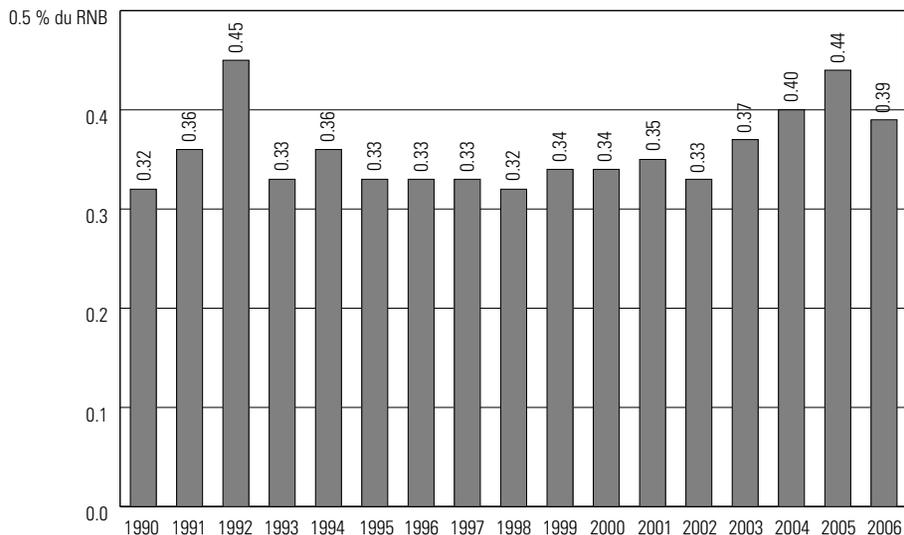
Graphique B.7: Evolution de certaines composantes de l'APD versée par la Suisse, 2002-2006 (en millions de francs)



Sources : DDC, *Aide de la Suisse aux pays en développement et aux pays en transition*, Berne, DDC, éditions 2003 à 2005. DDC, <<http://www.ddc.admin.ch>> la DDC >chiffres et faits >APD 2006.

Le graphique B.8 montre que l'augmentation de l'APD – exprimée en pourcentage du RNB – versée par la Suisse n'est pas en grande progression sur une longue période, ici depuis 1990.

Graphique B.8: Evolution de l'APD versée par la Suisse, 1990-2006 (en pourcentage du RNB)



Source : graphique élaboré à partir de données fournies par le Service statistique de la DDC.

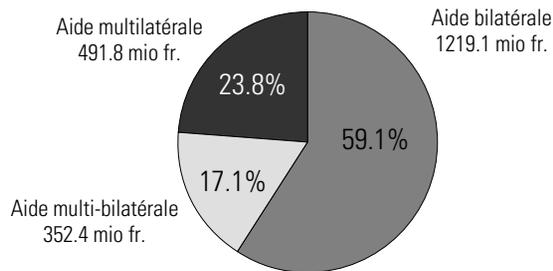
B.3.3. Aide multilatérale

D'après les statistiques publiées par la DDC, l'aide bilatérale s'est élevée en 2006 à 1571,5 millions de francs, soit plus des trois quarts de l'APD totale, et l'aide multilatérale à 491,8 millions de francs, soit 23,8% de l'APD (voir graphique B.9). La part de l'aide multilatérale est en augmentation ces dernières années.

Les contributions générales de la Suisse aux organisations internationales sont comprises dans l'aide multilatérale (contributions dans un pot commun géré par l'organisation internationale). Il faut toutefois noter qu'une partie importante des contributions suisses passant par des organisations internationales est incluse dans l'aide bilatérale (contributions à des programmes choisis par la Suisse). En 2006 sont comprises dans l'aide bilatérale les actions multi-bilatérales des organisations des Nations unies (121 millions de francs versés par le SECO et la DDC), certaines contributions aux institutions financières internationales (37,6 millions de francs) et les contributions à d'autres organisations internationales telles que le CICR, le GCRAI ou l'UICN (193,8 millions de francs).

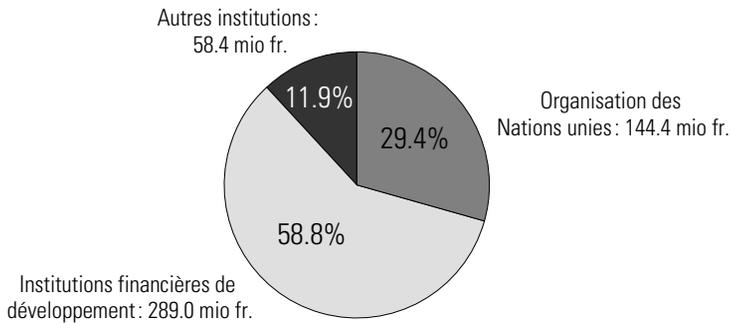
Avec une aide multilatérale de 491,8 millions de francs et des contributions spécifiques de 352,4 millions de francs, c'est donc au total 844,2 millions de francs d'aide suisse qui ont passé par les organisations internationales en 2006, soit 40,9% de l'APD totale (36% en 2005).

Graphique B.9: Répartition de l'aide publique au développement de la Suisse entre l'aide bilatérale, l'aide multilatérale et l'aide multi-bilatérale, 2006 (en millions de francs et en pourcentage)



Source: graphique élaboré à partir de données fournies par le Service statistique de la DDC.

Graphique B.10: Répartition de l'aide publique au développement multilatérale entre types d'organisations internationales, 2006 (en millions de francs et en pourcentage)

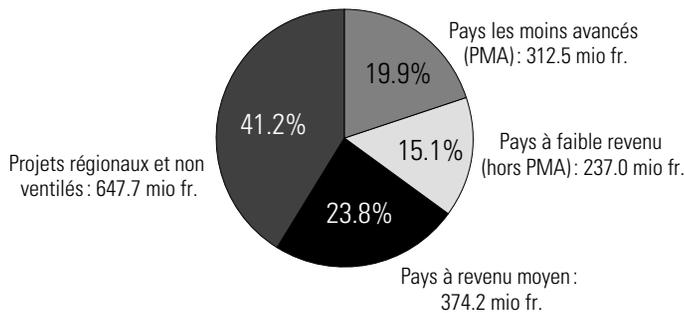


Source: graphique élaboré à partir de données fournies par le Service statistique de la DDC.

B.3.4. Aide bilatérale

L'aide bilatérale de la Suisse s'est élevée à 1571 millions de francs en 2006. Le graphique B.11 montre qu'elle est avant tout destinée aux pays les plus pauvres: les PMA en ont reçu près de 20% et les autres pays à faible revenu 15,1%. Les pays à revenu intermédiaire en ont reçu 23,8%. Enfin, 41% de l'aide bilatérale ne sont pas répartis géographiquement (aide passant par les organisations internationales, contributions au CICR, dépenses en Suisse).

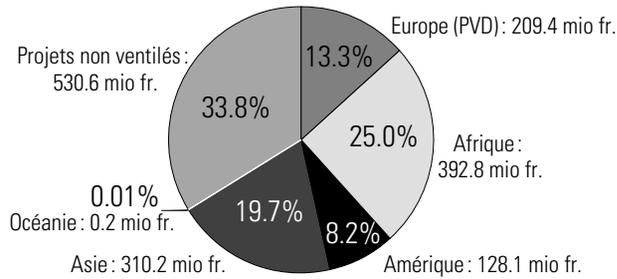
Graphique B.11: Aide publique au développement bilatérale de la Suisse aux pays en développement, par groupe de pays (en millions de francs et en pourcentage)



Source: DDC, *Aide au développement de la Suisse, Statistiques 2006*, Berne, DDC, 2008, tableau 3, «Contributions bilatérales: aide publique et privée par pays», et tableau 2, «Flux financiers bilatéraux».

Si l'on examine l'aide bilatérale par continent (voir graphique B.12), on remarque que les pays du continent africain en ont reçu le quart et les pays asiatiques près de 20%. 8,2% de l'aide vont au continent latino-américain et 13,3% aux pays en développement de l'Europe du Sud-Est.

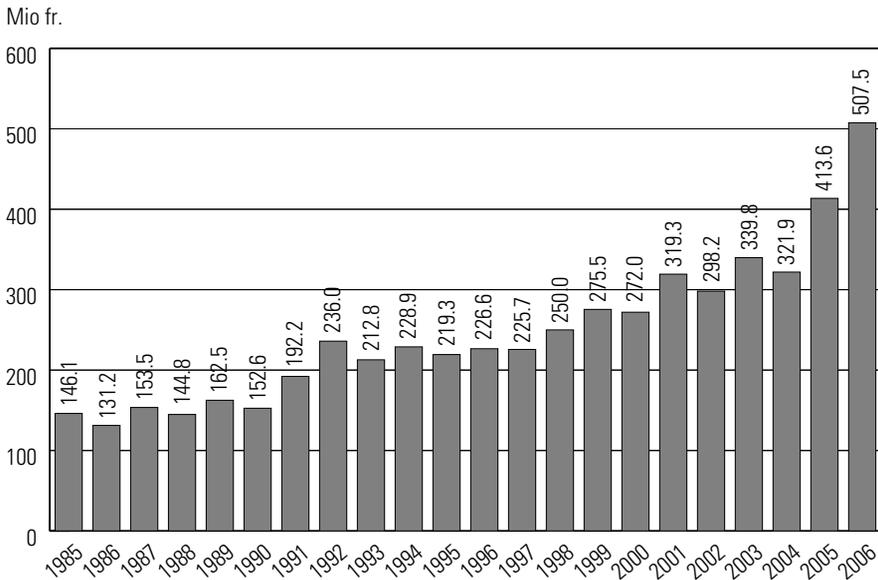
Graphique B.12: Aide publique au développement bilatérale de la Suisse aux pays en développement, par continent, 2006 (en millions de francs et en pourcentage)



Source : DDC, *Aide au développement de la Suisse, Statistiques 2006*, Berne, DDC, 2008, tableau 3, « Contributions bilatérales: aide publique et privée par pays », tableau 2, « Flux financiers bilatéraux ».

B.4. Aide des organisations non gouvernementales

Graphique B.13: Evolution de l'aide privée des ONG suisses aux pays en développement, 1985-2006 (en millions de francs)



Source : DDC, *Aide de la Suisse aux pays en développement*, éditions de différentes années.

**Tableau B.4: Aide privée des principales ONG suisses^a aux pays en développement, 2006
(en milliers de francs, en pourcentage et en pourcentage cumulé)**

Organisation	Milliers de francs	%	Σ %
Caritas – Suisse	47'633	9.4	9.4
Croix-Rouge suisse CRS/SRK	44'771	8.8	18.2
MSF Médecins sans frontières	42'549	8.4	26.6
World Vision Schweiz	30'561	6.0	32.6
MEDAIR	28'040	5.5	38.1
Fondation Hôpital Kantha Bopha Cambodge	24'742	4.9	43.0
Fondation Terre des hommes Lausanne	24'551	4.8	47.9
Entraide protestante EPER/HEKS	24'163	4.8	52.6
Helvetas	13'972	2.8	55.4
Schweiz. Freunde der SOS Kinderdörfer	9'051	1.8	57.1
Fondation Limmat	9'042	1.8	58.9
Limmat Stiftung	9'042	1.8	60.7
Kinderhilfe Bethlehem	8'284	1.6	62.3
Comité suisse pour l'UNICEF	7'710	1.5	63.9
Action de carême – Fastenopfer	7'157	1.4	65.3
Stift. Novartis	6'035	1.2	66.5
Schweiz. Tropeninstitut	6'017	1.2	67.6
Bethlehem Mission Immensee	5'795	1.1	68.8
OSEO/SAH	5'655	1.1	69.9
Swisscontact	5'508	1.1	71.0
MFM Stiftung Äthiopienhilfe	4'800	0.9	71.9
Leprahilfe Emmaüs Schweiz	4'706	0.9	72.9
Hilfsorganisation HMK	4'339	0.9	73.7
Stif. Kinderdorf Pestalozzi	4'159	0.8	74.5
Cœurs pour tous	4'000	0.8	75.3
Fondation Hironnelle	3'970	0.8	76.1
Benediktiner Uznach	3'906	0.8	76.9
Mission 21	3'821	0.8	77.6
Terre des hommes CH Genève	3'450	0.7	78.3
Handicap International	3'363	0.7	79.0
Armée du Salut – Heilsarmee	3'306	0.7	79.6
Vereinigung Don Bosco Werk	3'120	0.6	80.2
Christoffel Blindenmission – CBM	2'918	0.6	80.8
WWF Suisse	2'705	0.5	81.3
Nouvelle Planète	2'664	0.5	81.9
Swissaid	2'599	0.5	82.4
Fondation Pro Victimis	2'589	0.5	82.9
Terre des hommes (VS)	2'512	0.5	83.4
Total des 38 organisations ci-dessus^a	423'205	83.4	
295 autres organisations	84'304	16.6	
Total	507'509	100.0	

Source : DDC, *Aide au développement de la Suisse. Statistiques 2006*, Berne, DDC, 2008, tableau 6.

^a Sont prises en compte les ONG dont les fonds propres dépassent 2,5 millions de francs.

Les données sur l'aide privée des organisations non gouvernementales (ONG) suisses concernent les montants des ONG financés par leurs fonds propres (cotisations et dons de membres, produits de campagnes de récoltes de fonds, autofinancement, produits des ventes). Ces montants ont augmenté assez régulièrement au cours des dernières années, en passant de 146,1 millions de francs en 1985 à 225,7 millions en 1997, pour encore plus que doubler en 2006, avec 507,5 millions de francs (voir graphique B.13). Entre 1996 et 2006, l'aide des ONG a passé de 0,056 % à 0,096 % du RNB.

Outre les 507,5 millions de francs de fonds privés des ONG affectés à des projets dans les pays en développement, les ONG ont aussi obtenu des contributions de la Confédération, des cantons et communes pour la gestion des projets. La DDC a par exemple versé 221,1 millions de francs à des ONG pour des projets de coopération au développement ou pour des actions humanitaires menées par les ONG ; le SECO a versé 5,8 millions de francs.

Le tableau B.4 recense les dons privés des principales ONG suisses. Il existe en Suisse quelques grandes ONG et une multitude de petites organisations. En 2006, les 38 plus grandes ONG se sont partagé 83,4 % des fonds privés pour des projets. Près de 300 autres ONG recensées ont géré les 16,6 % restants.

Le tableau B.5 montre l'évolution de l'aide des ONG pour les 30 principaux pays bénéficiaires (projets financés par les fonds propres des ONG, sans les contributions publiques). Ces dernières années, l'aide des ONG a fortement augmenté pour certaines régions qui ont été touchées par des catastrophes naturelles et pour les pays en conflit. Les récoltes de fonds exceptionnelles à la suite du tsunami qui avait touché plusieurs pays asiatiques en décembre 2004 ont permis à plusieurs ONG de financer de nombreux projets de reconstruction, en particulier en Indonésie et au Sri Lanka. L'aide des ONG à ces deux pays a ainsi passé de 3,9 millions de francs en 2004 à 40,4 millions de francs en 2005 et 60,3 millions de francs en 2006.

L'aide des ONG se concentre encore davantage que l'aide publique au développement sur les pays les plus pauvres : en 2006, les PMA ont reçu 38,8 % de leur aide et les autres pays à faible revenu 16,1 % ; 36,4 % de l'aide était destinée aux pays à revenu intermédiaire (8,8 % de projets régionaux).

Tableau B.5: Evolution de l'aide des ONG par régions et principaux pays bénéficiaires, 2001-2006 (en millions de francs)^a

Pays	2001	2002	2003	2004	2005	2006
Afrique	98.0	100.5	122	112.3	133.75	179.2
dont: Soudan	10.7	9.1	10.6	11.8	14.7	23.1
Congo, Rép. dém.	4.5	5.5	9.2	5.2	8.5	20.6
Ethiopie	5.9	5.5	9.6	8.5	12.6	14.8
Tanzanie	6.7	7.7	6.4	6.2	8.6	12.3
Ouganda	3.1	4.2	4.0	4.6	3.6	8.4
Cameroun	3.8	3.4	5.9	4.6	6.4	7.7
Somalie	1.6	1.4	2.7	2.5	3.1	6.6
Mozambique	11.0	6.0	7.1	5.3	6.7	6.5
Kenya	4.0	4.7	3.1	2.4	3.8	6.2
Niger	0.8	1.1	1.3	1.3	13.0	5.7
Angola	2.4	3.5	8.1	2.5	3.1	5.6
Liberia	0.0	1.0	1.7	4.0	0.9	4.2
Mali	2.7	3.6	6.7	5.3	5.0	4.0
Amérique	65.0	62.5	56.0	55.8	55.5	71.7
dont: Colombie	6.9	5.6	5.2	5.7	6.2	11.0
Brésil	8.5	9.0	8.2	8.3	8.5	9.4
Bolivie	5.6	8.8	5.4	5.3	6.5	8.4
Pérou	5.5	5.1	4.9	4.6	4.6	8.0
Guatemala	4.3	5.3	4.8	4.1	5.9	6.6
Nicaragua	5.9	5.4	4.8	5.1	3.5	5.6
Haïti	3.9	3.5	3.9	5.5	5.3	4.8
Asie	89.7	90.9	111.4	106.9	175.3	199.5
dont: Sri Lanka	1.7	1.2	2.0	1.8	24.1	37.6
Cambodge	20.0	20.2	19.8	22.8	32.9	27.9
Inde	21.6	23.6	20.1	16.0	31.9	27.2
Indonesie	1.9	1.2	1.8	2.1	16.3	22.7
Pakistan	1.4	1.1	0.4	0.3	7.5	13.5
Zones admin. palestinienne	1.7	1.5	9.1	11.6	11.3	10.8
Afghanistan	5.1	7.6	10.4	7.2	3.2	6.5
Iran	0.0	0.0	0.0	6.2	6.1	5.9
Vietnam	3.8	5.2	5.3	4.6	5.0	5.5
Philippines	5.2	7.0	6.6	4.4	5.6	4.6
Népal	1.4	1.8	7.6	3.5	3.8	4.0
Europe (pays APD)	45.6	19.3	18.7	29.4	21.1	18.1
dont: Bosnie-Herzégovine	4.8	3.6	4.2	7.9	7.5	6.0
Serbie-et-Monténégro	27.2	7.6	2.1	11.1	7.2	4.4
Total aide des ONG	319.3	298.2	339.8	321.9	413.6	507.5

Source: DDC, *Aide de la Suisse aux pays en développement*, éditions de différentes années.

^a Ce tableau montre l'évolution des versements lorsque ceux-ci ont dépassé 4 millions de francs en 2005 ou 2006.